

de fonctionnaires fédéraux, payés par les Français comme par les Anglais, les Ukrainiens, les Polonais, les Chinois et tous ceux qui habitent le Canada. Ça, c'est la constitution de la ville d'Ottawa.

Le policier unilingue s'adresse donc à mon collègue de Portneuf en anglais. Mon collègue lui dit: Je ne comprends pas l'anglais, veuillez me parler en français. Alors, le policier lui fait signe qu'il ne parle pas français mais qu'il doit le rappeler à l'ordre en anglais, parce que c'est sa langue. Il lui fait alors signe de ranger sa voiture sur le bord du trottoir, mais le député de Portneuf démarre et se dirige vers le Parlement. Le policier lui donne la chasse, court encore après et l'arrête une deuxième fois. Il y a eu quatre arrestations sur la distance qui sépare Eastview d'Ottawa. Finalement, quand le policier s'est rendu compte que le député ne comprenait pas du tout l'anglais, il s'est rendu à sa voiture-patrouille et il a demandé de l'aide par radio. Alors, un policier bilingue qui parlait français est arrivé. Apparemment, c'était un grand gaillard assez costaud et, en plus d'être policier, il était polisillon. Cela faisait deux qualités.

Une voix: Cela arrive souvent.

M. Caouette: Il va sans dire que l'honorable député de Portneuf était passablement insulté, parce que le policier lui adressait la parole de façon arrogante. Il lui a alors dit: En plus de cela, vous vous êtes sauvé. Il lui a demandé son nom, mais il ne lui a pas demandé ce qu'il faisait dans la vie. Il ne savait pas qu'il s'agissait d'un député fédéral et il ne le sait pas encore. Il le saura peut-être après qu'il aura lu nos discours d'aujourd'hui, et alors peut-être saura-t-il qu'il s'agissait de trois députés fédéraux.

De toute façon, monsieur le président, il est inconcevable qu'en 1968, un conseil de ville comme celui d'Ottawa, parce qu'il s'agit de la capitale nationale—s'il s'agissait de Toronto, je ne ferais pas de commentaires—où résident des gens attachés à divers ministères fédéraux, il n'y ait pas d'enseignes de rues bilingues. Le bilinguisme intégral devrait exister partout à Ottawa, monsieur le président, et il est très honteux de constater cette absence de bilinguisme. (*Applaudissements*)

Je sais que la mairesse d'Ottawa, M^{lle} Charlotte Whitton, ne voulait pas tellement apprendre le français, mais le nouveau maire, élu depuis plusieurs années, ne semble pas non plus comprendre la situation. Si ces gens-là allaient à Montréal, à Québec, à Chicoutimi ou à Rouyn-Noranda, ils constateraient

que dans des villes où à peine 1 p. 100 des gens parlent anglais, il existe quand même des enseignes bilingues.

A Ottawa, la capitale nationale, le maire dit: Cela ne presse pas. Si l'on place une enseigne bilingue sur un coin de rues, les séparatistes de langue anglaise vont les barbouiller.

Il existe des séparatistes de la même espèce, dans certaines régions du Québec. Il n'y a pas de différence, mais on ne veut pas comprendre qu'au Québec, le respect de la liberté des anglophones est plus grand que le respect de la liberté des francophones dans les autres provinces canadiennes, peu importe laquelle.

Monsieur le président, pour ce qui est de la résolution qui fera de l'anglais et du français les langues officielles du Canada et du gouvernement du Canada, j'aimerais dire que cette politique aurait dû être mise en vigueur depuis longtemps. Tantôt, je parlais des gardes qu'on emploie; on emploie des gens unilingues. Le très honorable premier ministre et l'honorable chef de l'opposition (M. Stanfield) ont parlé de ceux qui travaillent au Parlement depuis 25 ans. Il ne faudrait pas pratiquer contre eux la discrimination. Non, j'en suis. Il ne faut pas pratiquer la discrimination, il ne faut pas faire perdre un emploi à quelqu'un qui est au service du Parlement depuis 25 ans, parce qu'il ne sait pas parler français. C'est une habitude que l'on avait à cette époque. Cependant, qu'on ne le remplace pas par un individu unilingue, quand viendra le temps de le remplacer. Qu'on exige qu'il soit bilingue et être bilingue, monsieur le président, c'est parler couramment les deux langues.

Le très honorable premier ministre est parfaitement bilingue, c'est vrai. Le chef parlementaire du nouveau parti démocratique, l'honorable député d'York-Sud (M. Lewis) est parfaitement bilingue. Je le félicite, car il parle très bien français. Nous en connaissons d'autres. Quant au chef de l'opposition officielle, par exemple, qu'on ne vienne pas me dire qu'il est bilingue; ce n'est pas vrai, même s'il a suivi des cours par «immersion». On a passé près de trop l'«immersion». Il n'est pas parfaitement bilingue. Cela ne veut pas dire que nous lui en voulions à cause de cela. Cependant, qu'on cesse de jouer sur les mots, qu'on cesse de dire: Un tel est bilingue. Je connais des ministères—je pourrais citer des noms—où l'on a confié des fonctions à des employés que l'on dit bilingues, mais quand on communique avec eux, on s'aperçoit qu'ils ne peuvent même pas converser en français.